



Extrait du La CODE (La Coordination des ONG pour les Droits de l'Enfant)

<http://www.lacode.be/pas-d-expulsion-des-enfants-et-de.html>

Pas d'expulsion des enfants et de leurs familles sans relogement ! (communiqué de presse)

- Actualités -
Date de mise en ligne : jeudi 15 septembre 2011

La CODE (La Coordination des ONG pour les Droits de l'Enfant)

Une centaine de personnes originaires des Balkans, dont la moitié sont des enfants, se retrouvent sans logement et doivent par conséquent s'abriter sous le balcon d'un bâtiment de la Gare du Nord. Sans accès à aucune aide, sans accès aux soins, sans accès à l'eau, à des sanitaires et encore moins à une quelconque forme de scolarité, ces enfants et leurs parents sont menacés d'être expulsés de leur abri de fortune ce week-end par la bourgmestre faisant fonction de Schaerbeek alors qu'ils vivent une situation d'indignité intolérable dans notre Etat de droit.

Actuellement, les différents niveaux de pouvoir se renvoient la patate chaude et, pendant ce temps, la situation sanitaire de ces familles ne cesse de se dégrader. Il n'est pas normal que ce soit des citoyens qui viennent en aide à ces personnes alors que cette prise en charge élémentaire incombe aux pouvoirs publics.

Malgré les multiples interpellations du Délégué Général aux Droits de l'Enfant, fortement préoccupé par la situation des enfants et des familles, **les autorités communales, régionales et fédérales font fi de leurs obligations légales de relogement.** Elles méprisent la jurisprudence du conseil d'Etat qui interdit aux pouvoirs publics, même en cas d'insalubrité, d'expulser des personnes sans une solution immédiate de relogement. Elles méprisent la jurisprudence des juridictions du travail qui ordonnent que ces enfants reçoivent une assistance sociale et médicale. Le tribunal du travail affirme aussi que laisser des enfants à la rue sans assistance sociale, éducative et surtout médicale s'apparente à leur infliger un traitement inhumain et dégradant formellement interdit par l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'Homme.

Ainsi le pouvoir communal de Schaerbeek n'envisage d'autre moyen que la violence d'une évacuation policière, au prétexte que ces personnes menacent la santé et la sécurité publique, pour « traiter » la situation désastreuse que vivent ces familles. Ces hommes, ces femmes et ces enfants seront-ils en meilleure posture sous la pluie et le froid bruxellois qu'abrités par les bâtiments de la gare ? Les normes supérieures que sont la Constitution Belge ou les traités internationaux peuvent-elles être négligées pour des raisons d'ordre public voire des enjeux électoralistes ? Nous ne pouvons accepter qu'elles soient bafouées de la sorte par nos autorités, élues pour les faire appliquer.

Qu'il soit belge ou étranger, un enfant est un enfant et quelle que soit son origine, il a droit au respect de son intégrité morale, physique et psychique : c'est la loi ! C'est le rôle et l'obligation de l'Etat de tout mettre en oeuvre afin que ce droit soit garanti.

A notre connaissance, plus d'une centaine d'enfants, principalement Roms, vivent dans des conditions similaires dans notre ville, notamment à Schaerbeek et à Ixelles dans le squat du Polygone. Gageons que les autorités communales, régionales et fédérales reviendront à la raison et, en bonne collaboration, leur donneront accès à des logements salubres et à l'aide dont ils ont besoin et à laquelle ils ont droit. L'Etat fédéral doit être en mesure de mettre des bâtiments fédéraux à leur disposition. Rappelons qu'actuellement à Bruxelles, plus de quinze mille logements sont vides et que près de deux millions de mètres carrés de bureaux sont inoccupés alors qu'ils offriraient, à tout ceux qui en ont besoin, un abri bien plus digne que des gares, des rues ou des squats.

Nos autorités doivent réagir immédiatement et cesser de fouler au pied la dignité humaine et les droits les plus élémentaires des individus.

Signataires :

Des citoyens indignés, soutenus par : la Ligue des droits de l'Homme, Sans Papier Belgique, la Fondation des petits Samouraïs, Bruxelles Laïque asbl, la Centre d'Action Laïque, le comité de promotion de la Charte Mondiale des Migrants, Médecins du Monde, Centre National de Coopération au Développement.

Contacts Presse :

Agnès PIETRAK (Fondation des Petits Samouraïs) : 0488/19.05.64

Cédric TOLLEY (Bruxelles Laïque) : 0476/69.75.15

Alexis Deswaef (Ligue des droits de l'Homme) : 0475/57.57.00